

FRC 4² / An. 8173

dupliqte

*Case
FRC
27867*

JUSTIFICATION
DU DIRECTEUR
BARRAS,
SUR L'ATTENTAT COMMIS
A U
LUXEMBOURG.

LA nature du délit qui est dénoncé, les circonstances qui l'ont précédé et suivi, la manière dont il est raconté par les trop officieux amis de M. l'abbé Poncelin, tout en fait soupçonner la fausseté. On conçoit bien la possibilité qu'un homme qui s'attache chaque jour à fouiller jusqu'aux cendres des morts, pour leur faire commettre des crimes, et qui persécuté parmi les vivans les plus ardens amis de l'ordre et de la paix, en ait enfin rencontré un ou plusieurs

A

THE HENRIETTA
LIBRARY

qui l'aient invité un peu durement à être plus réservé; mais ce qu'il est difficile de concevoir c'est qu'on ait osé désigner comme coupable de l'attentat commis sur sa personne, celui précisément qui a dédaigné tant de fois ses insultes et ses provocations; c'est que ce soit précisément l'aveu forcé de ses torts personnels envers le directeur Birras, qui serve de base à ces soupçons; c'est que M. Poncelin et ses amis, pour ne plus traîner sans doute leurs misérables écrits par les boues de Paris, aient voulu leur donner quelque relief, en les assaisonnant de sujets majestueux et de faits éclatans. Quel autre but peut-t-on leur supposer, lorsque par un Roman, par un Réve-Creux que les divers journaux rapportent si diversement, on voit M. Poncelin et ses amis se mettre en lice avec un membre de l'autorité souveraine? Lorsqu'on les voit étendre ce Roman même, et s'efforcer, par l'invention, de lui donner toute l'apparence de la réalité, même aux préjudice de ce que la raison et le bon sens ont de plus pur? Lorsqu'enfin on les entend crier : vengeance! vengeance! contre un attentat dont ils n'ont pas la certitude, contre des accusés qu'ils connoissent eux-mêmes ne pas connoître et ne pouvoir désigner? ne dirait-on pas qu'ils sont atteints de quelque espèce de Somnambulisme; ou que leur imagination, pour suppléer à la stérilité de leur mémoire, leur a fait inventer

un sujet sur lequel les journalistes pourroient s'entretenir et s'égayer quelque jours.

Le directeur Barras a dû soutenir la dignité de sa place, et en sa qualité de premier magistrat de la république ne point descendre dans l'arène pour y combattre des gladiateurs éphémères qui ne savent faire autre chose que se mettre fortement en colère, jeter les hauts cris et fuir. Il n'a pas encore répondu aux imputations qu'on lui a faites sur son dévouement patriotique au 10 Thermidor, au 4 Prairial, au 13 Vendémiaire, parce qu'il suffit d'un peu de bonne-foi pour prévenir toute la réponse qu'il peut y faire; à toutes ces époques il n'a rien fait de son chef, il n'a fait qu'obéir à la loi qui l'instituait, et qui lui ordonnoit d'agir. Bailly et Lafayette déployèrent en 1790 le drapeau martial au champ de mars, et les mêmes individus, qui disent beaucoup de mal de Barras, n'ont cessé de faire pour cette fameuse expédition, l'apologie de Lafayette et de Bailly.

Mais celui qui tient ici la plume ne parle en faveur du directeur Barras, que sous les rapports de l'absurde accusation qu'on s'efforce de faire accréditer contre lui. Barras est mieux en état de répondre lui-même parce qu'il connoît mieux que personne, les ennemis qui le persécutent et qui s'agitent autour de lui.

On se bornera donc ici à rappeler sommairement ce que dit de cette étonnante catastrophe, celui de tous les journaux qui paroit s'être le mieux appliqué à lui donner de la vraisemblance. Le *Messenger du Soir*, numéro 130, raconte que le 6 pluviôse, deux individus se sont présentés au bureau de Ponce-*lin*, et qu'ils ont dit avoir à lui communiquer une correspondance qui atténuoit les victoires du général *Buonaparte*.

C'est-là, ce qu'on appelle un beau début : deux individus pour surprendre *M. Ponce-*lin**, et l'attirer au *Luxembourg* où il devoit être cruellement maltraité, ont dû l'allécher par ce qu'il aimoit le mieux, c'est-à-dire, imaginer une défaite dans l'armée d'Italie, et la substituer à la victoire complète qu'elle avoit remportée. *M. Ponce-*lin** et ses amis, sont au moins bien imprudens, lorsqu'ils veulent intéresser en leur faveur la masse du peuple, de se montrer aussi ouvertement ses ennemis : car c'est être ennemi du peuple que de s'affliger de ses victoires; et l'on sait que *M. Ponce-*lin**, dans cette occasion comme dans toutes les autres, s'en est rarement r'joui.

Le *Messenger* continue : *M. Ponce-*lin** étoit à la campagne..... Le lendemain deux individus vont l'y chercher Ils se dirent porteurs d'un mandat d'arrêt contre lui..... Sans méfiance, *M. Ponce-*lin** les suit..... Ils traversent les

boulevards neufs, le Luxembourg..... On le fait monter dans les appartemens du directeur Barras..... Il est enfermé dans une chambre qui donne sur une cour (très-fréquentée).. On lui apporte un bouillon, il demande du café..... Bientôt on lui sert à dîner (il mange avec appétit); et, chose bien étonnante, on le sert en argenterie dans ces deux repas. De l'argenterie, grand Dieu ! chez un directeur !

A ce récit on pourroit s'attendre que M. Poncelin n'est appelé par le directeur Barras que par forme de plaisanterie et pour le surprendre agréablement lorsque le directeur lui apparôitroit soudain, non pour le battre, non pour lui faire des reproches, mais pour lui dire : M. Poncelin, vous me maltraitez chaque jour, que vous ai-je fait ? Pourquoi avilir la république dans la personne d'un de ses principaux ministres ? Est-ce le besoin ? non, car vous êtes propriétaire du Courrier Républicain que tous les royalistes achètent et lisent chaque jour ; mais si c'étoit le besoin, voilà comment je me venge de mes ennemis, c'est en les traitant bien. M. Poncelin, je vous en offre tous les jours autant ; venez me voir, vous serez mon ami, etc.

Mais point du tout, vers six heures du soir, 15 assassins se présentent dans sa chambre, lui lient pieds et mains, veulent lui bander les yeux et le traîner dans une cave ; le dépouil-

lent de ses vêtemens le suspendent en l'air, et lui font le plus cruel outrage qu'un homme âgé, qu'un père de famille puisse recevoir, etc. etc.

On saura donc que M. Poncelin, est un homme d'un âge avancé et père de famille.

Ici, la scène change, ce n'est plus du café et un excellent dîner assorti d'argenterie et d'un beau couvert qu'on sert à M. Poncelin, ce sont des coups et des coups très meurtriers dont il est couvert; ce n'est plus une scène plaisante, mais une catastrophe meurtrière et un véritable assassinat.

Mais plus M. Poncelin et ses amis, se sont efforcés d'enlaidir cette action par des traits durs et grossiers, plus ils l'ont rendue invraisemblable, plus ils en ont fait naître d'incertitude sur l'indication des auteurs et des complices.

C'est le 6 pluviôse que deux individus se sont présentés chez M. Poncelin, et on ose à peine dire que c'est le sept qu'il a été maltraité, on glisse sur le mot sept pour assigner vaguement que c'est le lendemain.

On vouloit lui faire subir un sort rigoureux, l'assassiner, hélas ! peut-être le tuer ! et on choisit pour l'exécution de ce forfait une chambre très-éclairée, qui domine sur une cour très-fréquentée, et c'est en présence de

plusieurs sentinelles qui sont à toutes les portes que ce forfait est consommé , sans que les cris de M. Poncelin lui aient amené aucun secours.

Et c'est Barras , directeur , c'est Barras , militaire exercé , qui a présidé à une scène aussi monstrueuse , à une action aussi mal combinée. Il n'y a de sa participation à ce forfait aucune preuve , aucun indice , mais il faut absolument que ce soit lui ; il n'y a que Barras qui aye pu diriger le bras des assassins , on sait que dans les grandes affaires , ce qui n'est que conjecture en certaines occasions , devient certitude , parce qu'à de semblables forfaits , il faut des vengeurs. Tout le monde en convient , et il n'est point d'honnête homme , de brave républicain qui puisse nier une vérité aussi salutaire.

Mais si cette action que le parti de M. Poncelin a voulu presque nationaliser , étoit supposée , et qu'on peut prouver qu'elle n'a pour causé qu'une rixe particulière , combien seroient coupables M. Poncelin et ses amis ? Ne pourroit-on pas croire , en se livrant aussi à des conjectures , que cette grande affaire n'a été imaginée , à l'issue de la confirmation de nos grandes victoires , que pour distraire les vrais républicains , les vrais patriotes , du grand objet qui les occupoit , et de la jouissance qu'ils éprouvoient en se livrant au doux

espoir d'une défaite prochaine et complète de leurs ennemis, pour intéresser leur humanité et leur sensibilité sur le malheur d'un homme qui peut bien avoir été maltraité, mais qui vraisemblablement ne l'a été ainsi ni par l'ordre de Barras, ni par celui d'aucun autre directeur.

A P A R I S,

De l'Imprimerie de CHAUDRILLÉ, rue Nicaise,
N. 21 ou 336.